Le gouvernement va fermer 450 centres d’information et d’orientation

* Le ministre de l’Education veut transférer les 3.700 employés des CIO dans les établissements scolaires
* Trois cents fonctionnaires d’État pourraient être rattachés aux régions.

**ÉDUCATION**

Marie-Christine Corbier


Les directions régionales de l’Onisep travaillant déjà beaucoup avec les régions, il est « logique » qu’elles disposent d’un service sur l’information relative aux métiers et aux formations, estime-t-on au ministère. « Quel type d’information va être donné ? s’interroge Frédérique Roley, du SNES-FSU. Imaginons un passionné d’éoliennes qui voudrait que les élèves se lancent dans ces métiers... » « Les régions ne vont pas décider que le jeune doit aller à l’endroit, rassure-t-on au ministère. La décision de l’orientation réside de la compétence de l’Education nationale, après avis du conseil de classe. » Cette réforme est à rattraper à celle du lycée. Dans les projets d’arrêtés qui seront présentés la semaine prochaine et que « Les Échos » se sont procurés, 54 heures annuelles sont dédiées à l’orientation. Elles permettront « l’inter- vention des professeurs de la classe, des professeurs documentalistes, des psychologues de l’Education nationale et des personnes et organismes invités par l’établissement ou mandatés par le conseil régional ». Un chef d’entreprise pourra ainsi être mandaté pour intervenir dans un lycée.

Les psychologues affectés aux lycées


Cet est « pas acceptable », l’enchérir FO. À l’Unsa Education, Christine Saventredoux redoute « la multiplication des officines privées proposant information et conseil ». Au SNES-FSU, on craint que les psychologues « ne soient cantonnés aux seuls élèves à besoins particuliers ». Tandis qu’au Sgen-CFDT, Vincent Eudes alerte sur le risque d’une injonction hiérarchique des chefs d’établissement. « C’est intenable, dit-il. Un psychologue doit faire en sorte que le jeune définisse son projet professionnel au regard de ses aptitudes et centres d’intérêt, pas en fonction des besoins d’emploi d’une région. »

Bernaud évoque aussi les parents, « venus nombreux dans les CIO se renseigner sur Parcoursup durant les vacances de février ». Au ministère, l’approche est tout autre : 71 % des actions des CIO se font déjà dans les établissements scolaires, indique-t-on, et les CIO sont « globalement peu fréquentés ». 